

CHAPITRE 3. SORTIR DE LA GUERRE : LA TENTATIVE DE CONSTRUCTION D'UN ORDRE DES NATIONS DÉMOCRATIQUES

INTRODUCTION	22
I. LE BILAN MATÉRIEL ET HUMAIN	22
A. BILAN MATÉRIEL	22
B. BILAN HUMAIN ET ENJEUX DE MÉMOIRE	23
1. <i>L'impact démographique du conflit : décès, « manque-à-naître », déplacés</i>	23
2. <i>L'expérience de la mort de masse</i>	23
CONCLUSION : LE DEUIL ET LA MÉMOIRE	24
II. UN NOUVEL ORDRE INTERNATIONAL ?	24
A. UNE VOLONTÉ DE REFONDATION : LES PRINCIPES WILSONIENS ET LA SDN	24
1. <i>Les États-Unis, de la neutralité à l'entrée en guerre (1914-1917)</i>	24
2. <i>De nouvelles bases pour reconstruire la communauté internationale</i>	25
B. LES TRAITÉS DE PAIX	26
1. <i>Le traité de Versailles et le démembrement de l'Allemagne</i>	26
2. <i>Les traités de Saint-Germain-en-Laye, de Trianon et de Sèvres</i>	26
3. <i>La Société des Nations (SDN)</i>	27
CONCLUSION	28
III. LA GUERRE CIVILE EN RUSSIE	28
A. LA GUERRE CIVILE ET LES INTERVENTIONS ÉTRANGÈRES	28
1. <i>Les fronts de la guerre civile</i>	28
2. <i>L'intervention étrangère</i>	29
B. LA RÉVOLUTION EN DANGER	29
1. <i>L'organisation de l'armée rouge</i>	29
2. <i>Étatisation de l'économie, mise en place de la dictature politique</i>	29
C. LA FIN DE LA GUERRE CIVILE ET LA VICTOIRE DES BOLCHEVIKS	30
CONCLUSION	30
CONCLUSION	30

CHAPITRE 3. SORTIR DE LA GUERRE : LA TENTATIVE DE CONSTRUCTION D'UN ORDRE DES NATIONS DÉMOCRATIQUES

Manuel p.304-328

Introduction

Repères p.304-305 + Chronologie p.307- Ce chapitre vise à étudier les différentes manières dont les belligérants sont sortis de la guerre et la difficile construction de la paix.

Le 11 novembre 1918, à 11 heures du matin, les combats cessent entre l'Allemagne et les pays alliés. Est-ce pour autant la fin de la *Der des Der* comme on l'espérait alors ? En fait, les interrogations sont innombrables. En France, il faut reconstruire une bonne partie du pays, de son industrie et même de son agriculture. Mais ce qui compte surtout, c'est de s'assurer que la guerre ne recommence pas.

Il faut donc un traité de paix qui soit le garant de la stabilité mondiale dans les années à venir. Hélas, les vainqueurs n'ont pas les mêmes objectifs et, pour beaucoup d'hommes politiques, notamment en France, il s'agit surtout de faire payer l'Allemagne, sans aucune vision à long terme. L'établissement de la Société des nations, qui correspond à une idée généreuse, n'a aucune chance de réussite en raison de l'iniquité des traités de paix signés en 1919.

Comment reconstruire l'Europe et les relations internationales après la Grande Guerre ?

I. Le bilan matériel et humain

La Première Guerre mondiale a atteint profondément les pays belligérants, particulièrement les États européens, par de très lourdes pertes humaines, matérielles et financières.

A. Bilan matériel

Les pertes matérielles sont considérables. Les destructions affectent les pays qui ont servi de champ de bataille durant le conflit : France du Nord et de l'Est, Belgique, Pays-Bas, Italie du Nord-Est, Serbie, Roumanie, Russie d'Europe... Dans certaines régions, tout est en ruines (maisons, ponts, routes, usines...), et les sols sont devenus incultivables. C'est le cas, par exemple, du Nord de la France⁵⁵.

Info p.310 + Sujets bac p.330 et 331- La France et la Grande-Bretagne ont perdu respectivement 30% et 20% du tonnage de leur flotte marchande et partout le matériel, utilisé jusqu'à l'extrême limite de l'usure, est à renouveler. La situation financière de l'Europe en 1918 est très grave : les États ont dû, pour financer leur ravitaillement et les achats de matériel de guerre, dépenser une partie de leurs réserves d'or, puis recourir à l'emprunt, intérieur et extérieur. Dans ces conditions, les dettes publiques ont augmenté⁵⁶, ainsi que les dettes extérieures⁵⁷.

⁵⁵ Dans son ouvrage intitulé *Le Déclin de l'Europe*, le géographe Albert Demangeon parle de cette « zone de mort » longue de 500 km, large de 10 à 25, qui suit le front de la bataille et qui a été transformée en désert. Il a fallu 16 années pour reconstruire ce que 4 années ont détruit.

⁵⁶ En France, la dette publique passe, entre 1914 et 1919, de 33,5 à 219 milliards de francs-or, en Angleterre de 17,6 à 196,6 milliards, en Allemagne de 6 à 169 milliards.

⁵⁷ Les pays européens ont emprunté à de nombreux pays du monde, surtout aux États-Unis. La dette extérieure de la France s'élève en 1919 à 33 milliards de francs-or, celle de la Grande-Bretagne à 32 milliards, celle de l'Italie à 20 milliards.

Pour financer les dépenses de guerre, les États ont aussi augmenté le volume de papier-monnaie en circulation, provoquant une forte inflation -*Vocabulaire p.310*, aggravée par les déséquilibres entre une production insuffisante et une très forte demande de produits. Autre conséquence de l'inflation, les principales monnaies européennes se déprécient par rapport au dollar : en décembre 1919, la livre sterling a perdu 10% de sa valeur, le franc français 50%, le mark près de 90%.

Les charges financières pesant sur les budgets s'alourdissent encore après le conflit (paiement des pensions aux victimes de la guerre, mutilés, veuves, orphelins). Les États dévastés doivent emprunter pour reconstruire avant de recommencer à produire. Ces bouleversements financiers aboutissent à un renversement des positions d'avant-guerre. L'Europe, jadis banquier du monde, est maintenant obligée d'emprunter à l'extérieur. Les États-Unis ont remboursé leurs dettes envers elle, et, détenant la moitié du stock d'or mondial, sont devenus son principal créancier, lui prêtant 10 milliards de dollars. De plus, ils la remplacent dans son rôle de banquier du monde en prêtant des capitaux aux pays neufs qui cherchent à se développer et qui, avant la guerre, se tournaient vers l'Europe.

Les États-Unis sont devenus la première puissance mondiale vers 1890, en détrônant la Grande-Bretagne. Pour autant, leur hégémonie ne s'affirme que très lentement et ne s'imposera complètement qu'après la Seconde Guerre mondiale. Il n'empêche que la Grande Guerre accentue de façon très nette et très rapide le déplacement du centre de gravité économique mondial de l'Europe vers les États-Unis.

B. Bilan humain et enjeux de mémoire

1. L'impact démographique du conflit : décès, « manque-à-naître », déplacés

Doc.3 p.307. Le bilan humain de la Première Guerre mondiale- La guerre a coûté à l'Europe 10 millions de morts et 6 millions d'invalides. Avec 1 400 000 tués ou disparus (10% de la population active masculine), 3 millions de blessés dont 1 million d'invalides, la France est le pays le plus durement frappé, proportionnellement à sa population. Au moment de l'armistice, la France compte plus de 1,3 million de morts⁵⁸, soit 27% des hommes de moins de 28 ans. Il y a eu près de 3 millions de blessés, dont 600 000 invalides et 60 000 amputés et « gueules cassées » -*Vocabulaire p.310 + Pour aller plus loin p.311*. Par rapport à la population active, la proportion des pertes françaises est de 10%, soit un peu plus que celle d'Allemagne et d'Autriche, deux fois plus que celle du Royaume-Uni et de la Russie et sans aucune mesure avec celle des États-Unis, qui ne représente que 0,2%. À ces pertes, il faut ajouter la surmortalité de guerre due aux mauvaises conditions d'hygiène, aux privations et à l'épidémie de grippe espagnole de 1918.

La guerre a également entraîné un déficit de naissances, les hommes en âge de procréer étant au front, et quand ils y sont morts, leur disparition entraîne pendant des années de dizaines de milliers de naissances en moins. Ce sont des « classes creuses » de la pyramide des âges, dont la base rétrécit.

Les rectifications de frontières liées aux traités de paix entraînent des déplacements de population. Par exemple, près d'un million d'Allemands venus de Pologne, des Pays baltes, d'Alsace-Lorraine ont dû se réfugier sur le territoire réduit de l'Allemagne. Face à l'afflux de réfugiés -*Vocabulaire p.310* démunis et souvent mal accueillis, le passeport Nansen, instauré dans le cadre de la SDN, permet aux apatrides -*Vocabulaire p.310* déchus de leur nationalité de circuler et de bénéficier de la protection des États qui le reconnaissent -*PDP#31 p.320-321. 1922, le passeport Nansen et le statut des apatrides*.

2. L'expérience de la mort de masse

Ce nouveau type de conflit fait vivre aux sociétés et aux individus l'expérience de la mort de masse. L'attente anxieuse devient une composante essentielle de l'expérience des individus et constitue un des traits profonds de la vie des communautés en guerre. L'angoisse de la perte nourrit aussi le sentiment d'une communauté de risques -et de deuil. On compte plus de 4 millions de veuves et 8 millions d'orphelins (pour la seule Allemagne, 525 000 et plus d'un million). Le deuil était aussi enduré par d'autres endeuillés directs et indirects : ces parents, ces frères et sœurs dont nul mot ne vient désigner l'état, ces fiancées (les « veuves

⁵⁸ Pour environ 8 millions de mobilisés (plus du cinquième de la population totale).

blanches »), ces amis, ces collègues... Cette perte est d'autant plus difficile à accepter que le défunt fait souvent l'objet d'une puissante idéalisation, liée au statut des morts au combat dans les sociétés en guerre.

La mort des soldats à la guerre provoque aussi une inversion de l'ordre générationnel, d'autant plus intolérable lors du premier conflit mondial que, pour la première fois dans l'histoire, les parents étaient moins préparés à survivre à leurs enfants⁵⁹.

Conclusion : le deuil et la mémoire

Le deuil est d'abord personnel, à l'échelle des familles. Pour des raisons légales ou financières, la plupart d'entre elles ne peuvent rapatrier les corps de leurs proches - quand ils ont été identifiés. Sur les champs de bataille, chaque pays regroupe dans d'immenses cimetières militaires les tombes de ses soldats, alignées par milliers, comme à Notre-Dame-de-Lorette, près de Lens, où reposent 20 000 soldats français.

Ces cimetières et sépultures deviennent des lieux de mémoire⁶⁰ - *Le saviez-vous ? p.311*, et contribuent à l'expression d'un deuil collectif, à travers des célébrations organisées dans chaque commune autour du monument aux morts, où sont inscrits les noms des victimes. À partir de 1920, en France et au Royaume-Uni, puis dans d'autres pays, une cérémonie nationale se tient chaque 11 novembre autour de la tombe du soldat inconnu - *PDP#32 p.322-323. Le soldat inconnu et les enjeux mémoriels*.

La célébration récente du centenaire de la Grande Guerre a été l'occasion de constater la place particulière de ces mémoires, vives et plurielles, dans notre société⁶¹ - *De la source à l'histoire, p.324-325*.

II. Un nouvel ordre international ?

A. Une volonté de refondation : les principes wilsoniens et la SDN

1. Les États-Unis, de la neutralité à l'entrée en guerre (1914-1917)

Début août 1914, quand la guerre éclate en Europe, les États-Unis, fidèles à la « Doctrine Monroe »⁶² (1823), affirment leur vocation à la neutralité, pour plusieurs raisons : le sentiment pacifiste est profond, l'armée n'existe pas (ou presque), les problèmes européens sont à la fois lointains et complexes⁶³. Par ailleurs, l'unité nationale est encore mal assurée ; sur 100 millions d'habitants, les États-Unis comptent 13,5 millions de citoyens et résidents nés à l'étranger et 13 autres millions nés de parents étrangers, presque tous dans les États belligérants. C'est logiquement que le 19 août, le Président Wilson⁶⁴ invite ses concitoyens à rester neutres « en actes comme en pensées ».

En novembre 1916, Wilson est réélu en défendant un programme de paix. Après plusieurs tentatives de médiation entre les belligérants, il propose une dernière fois, le 22 janvier 1917, une « paix sans victoire »,

⁵⁹ Dans un contexte démographique marqué par le net recul de la mortalité infantile et par la réduction de la taille des familles (Cf. transition démographique), la perte d'un enfant adulte a fait figure de traumatisme majeur.

⁶⁰ Ce n'est pas une simple expression, mais un authentique [concept historique](#).

⁶¹ Cf. Gilles Benjamin, Offenstadt Nicolas, « Mémoires de la Grande Guerre », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 2014/1 URL : <https://www.cairn.info/revue-materiaux-pour-l-histoire-de-notre-temps-2014-1-page-2.htm>

⁶² Inspirée par James Monroe (1758-1831), président des États-Unis de 1817 à 1825, qui édicta la « [doctrine Monroe](#) ». Attention néanmoins : l'isolationnisme étatsunien est très relatif : fin XIX^{ème} – début XX^{ème} siècles, les États-Unis sont très actifs en Amérique centrale (protectorat sur Porto Rico, Cuba, République dominicaine, Haïti, Nicaragua et Panama) et dans le Pacifique (annexion des Philippines, Hawaï, Midway, etc.) : Cf. politique du *big stick* (Theodore Roosevelt, président des États-Unis de 1900 à 1908, citant un proverbe africain, en 1903, « Parlez doucement et portez un gros bâton (*big stick*) ; vous irez loin. »

⁶³ « On distingue mal l'oppresser de l'opprimé, le cynique de l'honnête, le défenseur de l'adversaire de la morale. L'Allemagne a envahi la Belgique, mais elle reste le berceau d'une brillante civilisation et l'ancienne mère patrie de millions d'Américains. Un rapprochement s'est amorcé entre Londres et Washington, mais la politique coloniale de la Grande-Bretagne, son entêtement à refuser la liberté aux Irlandais, provoquent une profonde hostilité. La France a donné au monde le marquis de La Fayette qui incarne les beaux jours de l'amitié franco-américaine, mais elle est aujourd'hui l'alliée de la Russie tsariste qui organise des pogromes contre les Juifs, opprime les Polonais et qui se complaît dans l'autoritarisme et l'obscurantisme. L'Italie, l'Autriche-Hongrie ont, elles aussi, leurs partisans et leurs détracteurs. » (A. Kaspi, *Les Américains*, vol.1, 1986, réédition 2008.

⁶⁴ Thomas Woodrow Wilson (1856-1924), président démocrate des États-Unis de 1912 à 1920 - *Biographie p.308*.

en vain. Finalement, le 6 avril, le Congrès vote l'entrée en guerre. Trois ans ne se sont pas écoulés : pourquoi les bonnes raisons de 1914 ne valent-elles plus rien ?

Ce qui a entraîné les États-Unis dans le conflit, c'est que l'Allemagne a décidé la guerre sous-marine à outrance à partir du 1^{er} février 1917⁶⁵. Ses sous-marins ont reçu l'ordre de couler sans sommation tous les navires neutres ou ennemis, dans une vaste zone qui entoure la Grande-Bretagne, longe les côtes françaises et italiennes jusqu'en Méditerranée orientale. Décision inacceptable pour Wilson qui rompt les relations diplomatiques avec Berlin⁶⁶. Rien n'arrête plus la marche de la guerre. En faisant entrer le 6 avril son pays dans ce qui n'était jusqu'alors que la « guerre européenne », le président Wilson défend le droit des neutres et la liberté des mers. En effet, l'océan est un enjeu capital, pour lequel les États-Unis occupent une position stratégique. : quand le conflit s'est installé dans la durée, ils sont devenus un réservoir de matières premières et de produits alimentaires pour les alliés⁶⁷.

2. De nouvelles bases pour reconstruire la communauté internationale

Par ailleurs, Wilson est persuadé que la communauté internationale doit être reconstruite sur de nouvelles bases, et qu'il appartient à l'Amérique de montrer le chemin. Les tentatives de médiation ayant échoué, les États-Unis sont contraints d'entrer en guerre pour préparer le monde de demain, non seulement parce que c'est leur mission au nom de la « destinée manifeste »⁶⁸ mais aussi car leur propre sécurité en dépend. C'est parce qu'ils entendent reconstruire les relations internationales que les États-Unis ne se déclarent pas les « alliés » de l'Entente, mais simplement leurs « associés », et ne reconnaissent pas les traités secrets qui préparent le partage des dépouilles des vaincus. Pour Wilson, faire reposer la paix sur l'humiliation des vaincus et sur l'annexion injuste de territoires, serait une erreur⁶⁹ ! Ce serait nier le principe des nationalités et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes -*Vocabulaire p.309* et revenir au monde d'avant 1914 qui a tragiquement échoué.

D'où les « quatorze points » -*doc.1 p.314*, présentés au Congrès le 8 janvier 1918, dans lesquels se décline le programme du Président Wilson :

- point 1 : rejet de la diplomatie secrète (pour une diplomatie « ouverte ») ;
- points 2 et 3 : liberté de navigation maritime ; abaissement des barrières douanières ;
- point 4 : réduction des armements ;
- point 5 : règlement des questions coloniales ;
- points 6 à 13 : revendications territoriales ;
- point 14 : création d'une « Société des nations » (SDN).

Ces « quatorze points » sont porteurs d'une révolution dans la politique étrangère des États-Unis, mais aussi dans les relations internationales. Ils sont acceptés du bout des lèvres par les autres belligérants, car les États-Unis, ce sont Wilson⁷⁰, le dollar, l'acier, le blé et un corps expéditionnaire qui ne cesse de grossir...

⁶⁵ Depuis 1915 déjà, les sous-marins allemands coulaient sans sommation les bateaux ennemis. Ainsi, le 7 mai 1915, un paquebot britannique en provenance des États-Unis, le Lusitania, est torpillé au large de l'Irlande : 1198 civils tués, dont 128 américains. Aux États-Unis, l'opinion est bouleversée, mais reste néanmoins favorable, dans sa majorité, à la neutralité.

⁶⁶ Si les Allemands ont pris le risque d'une rupture avec les États-Unis, c'est qu'ils estimaient que ce risque-là valait la peine, que leurs sous-marins couleraient 600 000 tonnes de navires marchands par mois, qu'à ce rythme les puissances de l'Entente manqueraient du nécessaire, seraient asphyxiées et accepteraient une paix favorable à l'Allemagne.

⁶⁷ De 1914 à la fin de 1916, le commerce avec l'Entente augmente en valeur de 300%, puisqu'il passe de 824 millions à 3 214 millions de dollars. Dans le même temps, le commerce avec les Empires centraux s'effondre.

⁶⁸ Destinée manifeste : idée selon laquelle la nation américaine avait pour mission divine de répandre la démocratie et la civilisation vers l'Ouest. Née dans les années 1840 (annexion du Texas), l'expression évolue au fil du XX^e siècle au fur et à mesure de l'affirmation de la puissance étatsunienne. Cf. W. Wilson : « Je crois que Dieu a présidé à la naissance de cette nation et que nous sommes choisis pour montrer la voie aux nations du monde dans leur marche sur les sentiers de la liberté »

⁶⁹ À ce sujet, un proche collaborateur du président exprime une opinion largement répandue à Washington : « Nous sommes la seule nation, écrit-il, qui ait adopté une position complètement dépourvue d'égoïsme dans cette guerre. Tous les belligérants comptaient très franchement sur la répartition du butin, jusqu'à ce que le président Wilson hisse la bannière morale de l'Amérique. L'intention de notre pays a été d'aider le reste du monde et de lui rendre service. »

⁷⁰ La popularité de Wilson est au sommet en 1918.

B. Les traités de paix

Carte 1 p.306. L'Europe des traités + PDP#33 p.314-319. Les traités de paix

1. Le traité de Versailles et le démembrement de l'Allemagne

Documents p.314-315. Le traité de Versailles et ses enjeux- Le traité de Versailles, volumineux document de 440 articles, est signé le 28 juin 1919 dans la Galerie des glaces -*Le saviez-vous ? p.308* (on entend par là effacer l'humiliation de 1871⁷¹). 27 pays sont assis à la table de négociations, mais le traité a en fait été rédigé par seulement quatre négociateurs : Vittorio Orlando pour l'Italie, David Lloyd George pour la Grande-Bretagne, Woodrow Wilson pour les États-Unis et Georges Clemenceau -*Biographie p.308* pour la France. Le président Wilson veut refonder les relations internationales ; Orlando veut des compensations territoriales pour l'Italie (mais ceci concerne l'Autriche-Hongrie) ; Lloyd George, plus modéré, ne souhaite pas trop écraser l'Allemagne ; mais Clemenceau veut que l'Allemagne paie pour reconstruire la France.

Le traité de Versailles vise l'établissement d'une paix durable en Europe en réglant la question allemande (d'autres traités concernent les autres pays vaincus). Les Allemands espéraient que le traité de paix s'inspire des quatorze points du président Wilson, mais il est beaucoup plus dur : pour les négociateurs alliés, il convenait d'affaiblir l'Allemagne pour la punir et la rendre inoffensive. Elle perd 20% de son territoire, 10% de sa population, toutes ses colonies, le tiers de son industrie, les quatre cinquièmes de ses mines de fer et sa capacité militaire est très fortement réduite.

- Au plan territorial, l'Allemagne doit restituer à la France l'Alsace-Lorraine, et céder deux cantons à la Belgique. Après plébiscite, le Schleswig du Nord est rattaché au Danemark. Placée sous tutelle de la SDN, la Sarre pourra, au bout de quinze ans, choisir par plébiscite entre la France et l'Allemagne. À l'Est, celle-ci perd la Posnanie et une partie de la Prusse occidentale au profit d'une Pologne reconstituée, dont l'accès à la Baltique est assuré par un « corridor » de 80 km de long, qui sépare l'Allemagne de la Prusse orientale, et par le port de Danzig, ville allemande placée sous le contrôle de la Société des Nations (SDN). La riche région de Haute-Silésie, d'abord rattachée à l'Allemagne après le plébiscite de mars 1921, est réoccupée militairement par la Pologne (la SDN finira par partager cette région entre Allemands et Polonais). L'Allemagne, qui perd 88 000 km² et 8 millions d'habitants, ne reconnaîtra jamais ses frontières orientales. La rive gauche du Rhin est occupée par les armées alliées pour une période variant de cinq à quinze ans et doit être perpétuellement démilitarisée ainsi qu'une bande de 50 km sur la rive droite. De multiples commissions formées par les vainqueurs exercent leur autorité sur le territoire allemand : commissions de navigation sur le Rhin, l'Elbe, l'Oder (les fleuves allemands -Rhin, Elbe, Oder- sont internationalisés), commission de gouvernement de la Sarre, commission du désarmement, commission des réparations...
- Sur le plan militaire, l'Allemagne, où le service militaire est aboli, voit son armée réduite à 100 000 hommes. Elle ne peut posséder ni blindés ni artillerie lourde ni aviation. Contrainte de se livrer, sa flotte de guerre préfère se saborder à Scapa Flow, au nord de l'Écosse, le 26 juin 1919.
- Les clauses économiques et financières du traité sont dures. L'Allemagne perd la propriété de tous ses brevets. Sur le plan douanier, elle doit accorder à ses vainqueurs la clause de la nation la plus favorisée. Elle doit livrer aux Alliés du matériel, des produits agricoles. Déclarée responsable de la guerre par l'article 23, elle est contrainte de verser des réparations dont le montant, fixé seulement en 1921, s'élèvera au chiffre de 132 milliards de marks-or à verser en trente annuités -*Info p.309*.
- Par ailleurs, la partie IV du traité enlève à l'Allemagne toutes ses colonies (en Afrique, dans le Pacifique, en Chine). Celles-ci sont placées sous la tutelle des principales puissances qui les reçoivent en mandats de la SDN.

2. Les traités de Saint-Germain-en-Laye, de Trianon et de Sèvres

Le traité de Saint-Germain, signé le 10 septembre 1919, qui établit la paix entre l'Autriche et les pays alliés⁷², est extrêmement sévère pour l'Autriche, littéralement dépecée, y compris de ses régions germanophones⁷³ :

⁷¹ C'est là que l'Empire allemand avait été proclamé le 18 janvier 1871.

⁷² Les conditions de signature de ce traité sont assez invraisemblables : les Alliés ont refusé à la délégation autrichienne le droit d'y participer, celle-ci ne pouvant que soumettre des propositions écrites.

⁷³ Ici, les préceptes de Wilson sur la libre détermination des peuples ne sont pas respectés.

ainsi, les régions germanophones de la Bohême et de la Moravie sont intégrées à la nouvelle Tchécoslovaquie, les régions germanophones du sud Tyrol sont annexées par l'Italie, et des zones de la Basse-Styrie sont cédées à la Yougoslavie. Concrètement, cela signifie que l'Autriche est réduite à sa capitale, Vienne, qui compte 30% de la population totale, et à la région désertique des Alpes. Elle est privée d'arrière-pays et des débouchés commerciaux danubiens.

Son armée est limitée à 30 000 hommes et le pays, comme l'Allemagne, doit payer des réparations, en l'occurrence 55 milliards de couronnes.

La Hongrie ayant déclaré son indépendance en novembre 1918, fait l'objet d'un autre traité : le traité de Trianon, signé le 4 juin 1920. La Hongrie est totalement démantelée : elle doit céder la Slovaquie et la Ruthénie à la Tchécoslovaquie, la Croatie au royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes (future Yougoslavie). Enfin, la Transylvanie est donnée à la Roumanie. Les deux tiers du territoire hongrois sont ainsi répartis entre des États ennemis et la population passe de 20,8 millions d'habitants à 7,6 millions⁷⁴.

Documents p.318-319. De sèvres à Lausanne : la naissance de la Turquie moderne- Quant au traité de Sèvres (11 août 1920), il ôte à l'Empire ottoman ses territoires arabes confiés sous forme de mandats à l'Angleterre (Mésopotamie, Palestine) et à la France (Syrie), tandis que l'Arabie devient indépendante. La Grèce reçoit la côte occidentale de l'Anatolie, dont Smyrne. Une grande Arménie doit être créée, avec les territoires arméniens de Turquie et de Russie. Enfin, un Kurdistan autonome est prévu à l'est du pays. Les détroits et Istanbul deviennent une zone démilitarisée. Le sultan Mehmed VI, quant à lui, négocie avec les Alliés pour garder son trône.

Ce traité désastreux est rejeté par la majorité des Turcs et par Mustafa Kemal⁷⁵ -*Biographie p.309*, qui prend les armes pour reconquérir les provinces perdues. Il bat tout d'abord les Arméniens avec le secours de la Russie bolchevique, puis se retourne contre les Grecs, qu'il contraint à l'évacuation (1922)⁷⁶. Après ces succès, Kemal obtient des Alliés le nouveau traité de paix de Lausanne, qui établit la Turquie dans ses frontières actuelles.

3. La Société des Nations (SDN)

Créée, en 1919, à l'initiative du président américain Wilson (14e « point »), la Société des Nations synthétise les aspirations de nombreuses sociétés de pensée anglo-saxonnes, et se situe au carrefour de trois innovations : une dimension universelle de la paix, une approche diplomatique multilatérale et ouverte, enfin la menace d'un recours à la force pour contraindre au respect de la paix. Fixée à Genève, la SDN naît officiellement le 10 janvier 1920, et son Pacte est incorporé aux traités -*Sujet bac p.328-329*. Elle est destinée à maintenir la paix dans le monde (art.11) et à garantir la sécurité collective -*Vocabulaire p.309* ; ses États membres se garantissent réciproquement leur indépendance politique et leur intégrité territoriale (art.10) ; ils s'engagent à ne pas recourir à la guerre et, en cas de différend, à demander l'arbitrage de la SDN (art.12, 13 et 15) ; en cas de guerre ou de menace de guerre, la Société doit fixer les mesures capables de sauvegarder la paix et doit, pour les faire respecter, utiliser au besoin des sanctions militaires, économiques et financières (art.16⁷⁷). Les compétences relatives au maintien de la paix sont exercées :

- par le Conseil, qui se compose de membres permanents (France, Grande-Bretagne, Italie, Japon, Chine) et de 4 puis 8 membres temporaires se réunissant trois fois par an,
- et par l'Assemblée générale réunissant les délégués de tous les États-membres en session annuelle.

Des organismes spécialisés, tels le Bureau international du travail, la Banque des règlements internationaux, étaient créés, et une Cour internationale de justice siégeait à La Haye. Mais le Pacte, fruit de compromis, est un instrument imparfait. Malgré sa prétention universaliste, la S.D.N. n'est pas universelle : à ses débuts, elle

⁷⁴ Ceci explique pourquoi, de nos jours encore, on trouve des Magyars (des Hongrois) en Slovaquie, en Voïvodine (Yougoslavie), en Roumanie et en Ukraine. Il n'y a donc rien d'étonnant que l'irréductibilisme magyar soit demeuré une donnée politique permanente en Slovaquie, en Roumanie et en Voïvodine -*Passé/présent p.316-317*.

⁷⁵ Il existe alors deux pouvoirs en Turquie, celui du sultan à Istanbul et celui de Kemal, à Ankara, au centre de l'Anatolie.

⁷⁶ Plus d'un million de civils grecs quittent alors cette région où ils vivaient depuis l'Antiquité.

⁷⁷ Son article 16 prévoyait initialement l'usage de sanctions morales, économiques, financières, mais Wilson s'opposa à l'idée du Français Léon Bourgeois de force internationale. Aussi la SDN devait-elle rester un mythe généreux.

ne compte ni l'Allemagne, ni l'Union soviétique ni, surtout, les États-Unis. À peine née, la S.D.N. perd l'appui du pays qui a le plus contribué à la créer, les États-Unis, dont le Sénat refuse de ratifier le traité de Versailles (20 novembre 1919).

Conclusion

L'âge d'or de la SDN, et le rêve d'un ordre international régi par des instances supranationales de négociation se situe dans les années 1920, avec la naissance d'un « esprit de Genève » favorable à la conciliation internationale. « Pèlerin de la paix », Aristide Briand incarne cette aspiration quand sont signés les accords de Locarno (octobre 1925) destinés à garantir le statu quo des frontières occidentales de l'Allemagne et à réconcilier Français et Allemands. Il lance même à cette occasion l'idée d'une sorte de lien fédéral entre États européens dans le cadre de la SDN. Mais signé le 27 août 1928 par 60 États, le pacte Briand-Kellogg de renonciation à la guerre en tant qu'instrument de politique internationale reste un (beau) symbole, qui ne sera d'aucune efficacité quand éclateront les crises des années 1930.

III. La guerre civile en Russie

Si la Première Guerre mondiale s'achève en 1917 pour la Russie désormais bolchevique, la paix ne lui succède pas pour autant : les anciens alliés de la Russie lui reprochent de trahir ses engagements⁷⁸. Des corps expéditionnaires débarquent⁷⁹ et soutiennent en armes, matériel, subsides, les généraux « blancs » qui conduisent la guerre civile -*Vocabulaire p.312* contre les bolcheviks⁸⁰.

A. La guerre civile et les interventions étrangères

1. Les fronts de la guerre civile

La guerre civile commence dès novembre 1917. Les bolcheviks, maîtres de Moscou après plusieurs jours de combat, progressent de ville en ville. Fin 1917, le nouveau pouvoir contrôle le Nord et le centre de la Russie jusqu'à la Volga, et un certain nombre de villes jusque dans le Caucase (Bakou) et en Asie centrale (Tachkent).

Outre un certain nombre de groupes clandestins épars⁸¹, les principaux centres d'opposition sont la région du Don et du Kouban, l'Ukraine et la Finlande⁸², ainsi qu'une partie de la Russie orientale et de la Sibérie occidentale -*Pour aller plus loin p.313* :

- En mars, les troupes allemandes, appelées par la Rada (le Parlement ukrainien), chassent les bolcheviques et mettent l'Ukraine sous tutelle.
- Le 10 avril 1918, les Cosaques du Don et du Kouban se soulèvent puis passent sous le commandement du général « blanc » Denikine.
- Un troisième front de guerre civile se développe le long du Transsibérien, constitué d'environ 30 000 soldats tchèques et slovaques⁸³. D'abord soutenus par les SR, ils se rallient finalement à la contre-révolution tsariste de l'amiral Kolchak (novembre 1918).

Les diverses oppositions aux bolcheviks étaient très hétérogènes (SR, cosaques, Komoutch de Samara, Ukrainiens, Tchèques, « blancs »...) et se combattaient entre elles autant qu'elles luttaient contre les bolcheviks.

⁷⁸ ...pour avoir accepté une paix séparée avec l'Allemagne et en raison de son refus de reconnaître les dettes contractées sous le tsarisme.

⁷⁹ Anglais en mer Blanche, en Asie centrale, Français en mer Noire, Pologne, Crimée, Ukraine, Japonais en Sibérie orientale.

⁸⁰ ...depuis l'Ukraine (Denikine, Wrangel), la Sibérie (amiral Koltchak), les Pays baltes (Youdenitch).

⁸¹ Ces « rébellions koulak » avaient pour origine la politique de réquisitions menée par les « détachements de ravitaillement » et les « Comités de paysans pauvres », institués par le gouvernement en juin. Ils avaient pour mission de résoudre (par la force) la crise du ravitaillement qui frappait les villes, mais ces détachements devaient aussi réimposer aux campagnes l'autorité de l'État, qui s'était désagrégée en 1917.

⁸² L'Ukraine et la Finlande se sont proclamés indépendants en vertu du décret sur les nationalités.

⁸³ Refusant de défendre la monarchie austro-hongroise, ils se sont constitués prisonniers face aux « frères russes » pour combattre à leurs côtés. Après des péripéties, ils se révoltent et prennent le contrôle de plusieurs villes stratégiques, le long du Transsibérien : Tomsk, Omsk, Samara, Ekaterinbourg.

2. L'intervention étrangère

À peine signé, le traité de Brest-Litovsk est violé par l'Allemagne. En avril, des troupes allemandes et ukrainiennes envahissent la Crimée. En mai, les Allemands interviennent en Géorgie, qui venait de proclamer son indépendance.

Dans ce contexte, les premières interventions de l'Entente avaient des objectifs essentiellement anti-Allemands. En mars 1918, les Britanniques débarquèrent 2 000 hommes à Mourmansk dans le but de contrer une éventuelle avance allemande sur Petrograd. Sur une proposition de Clemenceau, la décision fut prise de faire débarquer des troupes japonaises et américaines en Extrême-Orient soviétique pour empêcher le retour massif, sur le front ouest, des troupes allemandes. Mais à la fin de l'été 1918, l'intervention change d'objectif, et les troupes soutiennent les mouvements antibolcheviques :

- En août 1918, les Anglo-Canadiens, accourus depuis le Moyen-Orient, occupent Bakou.
- Les Franco-Britanniques débarqués en août à Arkhangelsk soutiennent le gouvernement d'Omsk de l'amiral Kolchak.
- Depuis Odessa, des troupes françaises soutiennent l'Armée blanche de Denikine, sur le Don.

B. La Révolution en danger

1. L'organisation de l'armée rouge

Face à cette situation, les bolcheviks improvisent une armée, l'armée rouge, un mode de fonctionnement économique, le « communisme de guerre », et mettent sur pied une dictature politique.

En octobre 1917 les soldats n'ont plus envie de se battre, et le nouveau régime n'a plus vraiment d'armée. Pour sauver le régime, les bolcheviks décident de créer une force armée d'un type nouveau, composée de soldats-volontaires et d'officiers élus. L'expérience d'une armée démocratique s'étant révélée désastreuse, Trotsky, commissaire du peuple à la Guerre et président du Conseil suprême de la Guerre, rétablit une discipline rigoureuse, déclare le service militaire obligatoire et lutte énergiquement contre les désertions⁸⁴.

Outre le problème des déserteurs, deux autres questions vitales préoccupent les dirigeants : l'équipement et le commandement de la nouvelle armée. En 1919-1920, une priorité absolue est donnée à l'Armée rouge, qui devient le principal employeur et le principal consommateur du pays⁸⁵. Pour le commandement, on fait largement appel, sur l'insistance de Trotsky et contre les réticences de nombreux communistes, aux spécialistes et officiers de l'armée tsariste. Près de 50 000 de ces officiers servent dans la nouvelle armée⁸⁶.

2. Étatisation de l'économie, mise en place de la dictature politique

En octobre 1917, l'économie du pays était en ruines, et les bolcheviks ne contrôlaient plus les régions les plus riches (Ukraine, pays baltes, Volga, Sibérie occidentale). Les circuits économiques entre villes et campagnes ne fonctionnaient plus depuis longtemps. Après avoir écarté à jamais les expériences, vouées à l'échec dans des conditions aussi catastrophiques, d'autogestion ouvrière, les bolcheviks prirent un certain nombre de mesures extraordinaires, plus ou moins improvisées pour certaines, reflétant leur conception autoritaire, centralisatrice et étatique des rapports économiques pour d'autres, l'ensemble constituant cette étape de l'histoire soviétique baptisée « communisme de guerre »⁸⁷.

Les années du « communisme de guerre » voient la mise en place d'une dictature politique, au terme d'un double processus qui s'étale sur plusieurs années :

⁸⁴ Il n'hésita pas à instituer notamment un système d'otages, la famille des déserteurs ayant à payer pour les défaillants

⁸⁵ La moitié des vêtements, des chaussures, du tabac, du sucre produits dans le pays allait à l'armée.

⁸⁶ Ces ralliés étaient le plus souvent des officiers « de tranchée », qui avaient été solidaires de leurs soldats, contre les officiers d'active, noyau de l'Armée blanche. Dans chaque unité, les ordres des officiers ralliés devaient être contresignés par le commissaire politique, nommé par le Parti et chargé de surveiller la loyauté du commandement. Les trahisons furent rares. Néanmoins, un ordre prévoyait qu'en cas de défection d'un officier, le commissaire responsable serait fusillé.

⁸⁷ « Au début de l'année 1918, écrivait, en octobre 1921, Lénine, nous nous sommes trompés. Nous avons décidé de passer directement à la production et à la répartition communistes. » Paradoxalement, ce « communisme » qui, selon Marx, aurait dû s'accompagner d'une rapide disparition de l'État, allait passer par une hypertrophie du contrôle étatique sur toutes les sphères de l'économie.

- élimination ou subordination au Parti bolchevique des institutions autonomes nées au cours de l'année 1917 (soviets, comités d'usine, syndicats) ;
- élimination des partis non bolcheviques.

La police politique (Vetcheka) recourt à des instruments de répression vigoureux, comme le camp de travail, institution promise à un grand développement⁸⁸.

C. La fin de la guerre civile et la victoire des bolcheviks

L'année 1919 est décisive. L'armée rouge de plus en plus efficace et de plus en plus nombreuse, affronte des opposants activement aidés par les anciens Alliés⁸⁹ et regroupés sous l'autorité de l'amiral Kolchak⁹⁰. En 1919, trois grandes offensives sont lancées par les Blancs :

- En mars, l'amiral Kolchak, depuis l'Oural, attaque en direction de la Volga. Défait par les troupes de Kamenev, il bat en retraite, avant d'être fait prisonnier et fusillé près de Irkoutsk (février 1920).
- En juin, le général Denikine lance, à la tête de 150 000 hommes, une grande offensive depuis l'Ukraine vers Moscou. La contre-attaque de l'Armée rouge le repousse jusqu'en Crimée⁹¹.
- Le général Ioudenitch attaque à partir des Pays baltes, avec l'appui des unités lettones et estoniennes, et de chars d'assaut livrés par les Britanniques, mais il est repoussé près de Petrograd.

Conclusion

À la fin de 1919, la victoire finale des bolcheviks ne fait plus de doute⁹², et les contingents étrangers rembarquent. Début de 1920, seules les forces de Wrangel continuaient une lutte sans espoir en Crimée. Dès 1921-1922, la situation se stabilise : les oppositions sont vaincues, les frontières sont établies *-Le saviez-vous ? p.312*, le régime est en place. Lénine peut engager le pays dans une nouvelle politique économique (NEP), plus souple, qui redonne une place, dans les campagnes, à la propriété privée. Le 30 décembre 1922, l'ensemble des peuples composant la Russie sont incorporés dans une nouvelle structure politique : l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS).

L'emprise de la violence sur les sociétés et les individus qui ont traversé cette expérience se donne à lire avec une particulière acuité dans ce conflit surgi au creuset des guerres mondiales. La guerre civile russe s'avère plus meurtrière que la Grande Guerre, provoquant la mort d'environ 1,8 million de combattants et de 8 millions de civils, et posant les bases d'un régime autoritaire à la tête de la future Union soviétique.

Conclusion

Révisions p.326-327

Sujets bac p.328-331

⁸⁸ Le 5 septembre 1918, une résolution est adoptée : « Il est indispensable de garantir la République soviétique contre ses ennemis de classe, en isolant ces derniers dans des camps de concentration. »

⁸⁹ Les anciens Alliés précisèrent alors les buts de leur intervention : « Isoler le bolchevisme, [...] par un cordon sanitaire qui [...] le condamnerait à périr d'inanition, créer des noyaux de forces alliées autour desquels les éléments sains de Russie pourront s'organiser en vue de la rénovation de leur pays sous l'égide de l'Entente. »

⁹⁰ ...qui élimina les éléments socialistes (SR) des forces antibolcheviques.

⁹¹ ... où Denikine céda le commandement des restes de l'armée (moins de 40 000 hommes) au baron Wrangel, qui allait poursuivre la résistance jusqu'en novembre 1920.

⁹² Ce succès inattendu (les Grandes Puissances étaient persuadées que le régime bolchevique s'écroulerait au bout de quelques mois) s'explique à la fois par la capacité des bolcheviks de mobiliser toutes leurs forces et de mettre sur pied une armée efficace, mais tout autant par les erreurs politiques de leurs adversaires.